

Ca se passe dans nos gares : déjà une semaine de grève... simplement pour être payés !

Depuis mercredi 17 juin, les agents de sécurité de la société I2S (Inter Sécurité Services) sont en grève sur les gares de Paris Lyon, Bercy, Magenta et Austerlitz, ainsi qu'à Marseille et Aix TGV, simplement pour être payés. Ces collègues, qui assurent la surveillance des enceintes ferroviaires, n'ont pas reçus leur salaire du mois de mai, et pour l'instant, la direction de l'entreprise ne s'est engagée qu'à leur verser ... des acomptes. Cela n'est pas acceptable...

- Ces patrons voyous ne tiennent aucun compte des conditions de vie de leur personnel, alors que de nombreux salariés sont en grande difficulté.
- Ces voyous patrons ne tiennent aucun compte des conditions de travail de leur personnel, ne leur fournissant que des locaux insalubres.
- Ces patrons ne tiennent aucun compte des droits démocratiques élémentaires de leur personnel, aucune élection de représentants du personnel n'ayant été organisée depuis plusieurs années malgré les demandes des salariés.

Non, ces voyous ne sont préoccupés que par la recherche du profit le plus immédiat, sur le dos de leur personnel. Ils empochent l'argent versé par la SNCF, et revendent rapidement leur société : en 2 ans, ces collègues sont passés de AIPS à Sécurité, puis Défender et maintenant I2S... sans que leurs conditions de travail et de rémunération ne s'améliorent, bien au contraire. **Cette situation doit cesser.**

Mais derrière les pratiques de ces patrons voyous, il faut bien pointer la responsabilité de la SNCF :

- ⇒ En choisissant de sous traiter des emplois de cheminots, la SNCF est responsable de cette situation.
- ⇒ En choisissant de ses prestataires sur des critères uniquement financiers et sans aucune prise en compte des aspects sociaux et des conditions de travail, la SNCF est responsable de cette situation.



Nous sommes solidaires avec ces collègues honteusement exploités !

La SNCF doit aussi prendre ses responsabilités, pour que cesse le scandale des travailleurs/ses sans-papier, confinés dans la plus grande précarité, menacés d'expulsion, alors qu'ils travaillent, eux-aussi, dans nos gares depuis des années. Lors du dernier Comité Central d'Entreprise SNCF, SUD-Rail a encore relancé la direction pour qu'elle appuie la demande de régularisation des collègues de la région parisienne qui se sont organisés collectivement pour gagner leurs droits.

Il faut arrêter cette politique de filialisation et de sous-traitance avec des entreprises au rabais, qui ne respectent pas les droits élémentaires des salarié-e-s. Que ce soit pour les collègues de la sécurité, du nettoyage, de la restauration ferroviaire, SUD-Rail revendique l'intégration du personnel de la sous-traitance à la SNCF.